



Luxembourg, le
OIL.06.002 – GR Ares (2016)

Invitation à soumissionner

Objet: Appel d'offres n° OIL06/PO/2016/072

Transport du courrier rapide

Lot 1. Transport du courrier rapide au départ des bâtiments des Institutions et Organes européens (sauf le Parlement européen) sis à Bruxelles (et sa proche périphérie) vers des destinations dans le monde entier et inversement.

Lot 2. Transport du courrier rapide au départ des bâtiments des Institutions et Organes européens (sauf le Parlement européen) sis à Luxembourg vers des destinations dans le monde entier et inversement.

Lot 3. Transport du courrier rapide au départ des bâtiments des Institutions et Organes européens sis à Ispra (Italie) vers des destinations dans le monde entier et inversement.

Lot 4. Transport du courrier rapide au départ des bâtiments du Parlement européen sis à Luxembourg, Bruxelles et à Strasbourg vers des destinations dans le monde entier et inversement.

Madame, Monsieur,

1. La Commission européenne envisage la passation du marché décrit en objet. Les documents de marché comprennent: l'avis de marché, la publication sur eTendering, la présente lettre d'invitation, le cahier des charges accompagné de ses annexes et le projet de contrat-cadre.
2. Si vous êtes intéressé par ce marché, je vous invite à faire parvenir une offre dans l'une des langues officielles de l'Union européenne, exclusivement sur papier, à raison d'un original accompagné de deux copies.

L'envoi doit être fait sous double enveloppe à l'adresse indiquée ci-dessous. Les deux enveloppes seront fermées et porteront la mention suivante: **«APPEL D'OFFRES N° OIL06/PO/2016/072 – À NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE DU COURRIER»** ainsi que le nom du soumissionnaire. Elles seront adressées au service suivant :

Commission européenne
Office «Infrastructures et logistique» Luxembourg
OIL06, Finances – Achats – Reporting
Secteur Contrats et Appels d'offres

L'offre devra également être accompagnée d'un CD ROM ou d'une clé USB contenant le(s) bordereau(x) de prix financiers dûment complété(s) ainsi que les bordereaux des prix sur fichier Excel. En cas d'incohérence entre les versions papier et électronique, la version papier prévaut.

3. La date limite de réception de l'offre est **le 05/12/2016**. Veuillez recourir à l'une des modalités de transmission indiquées ci-dessous. Par réception on entend le moment auquel le soumissionnaire remet l'offre au bureau de poste ou au service de messagerie ou au service central de réception du courrier.

Modalité de transmission	Délai	Preuve de l'envoi	Adresse de livraison
Poste	24 h 00 HEC¹	Cachet de la poste	Boite postale L – 2920 Luxembourg
Service de messagerie	24 h 00 HEC¹	Récépissé de dépôt du service de messagerie	Bâtiment Ariane Luxembourg/Cloche d'Or 400, route d'Esch
En personne (remise en main propre)	16 h 30 HEC¹	Preuve du dépôt, datée et signée par le fonctionnaire du service central de réception du courrier à qui les documents sont remis.	L – 1471 Luxembourg

¹heure d'Europe centrale

Ce service est ouvert de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 45 à 16 h30 du lundi au vendredi; il est fermé les samedis, dimanches et jours fériés du pouvoir adjudicateur.

4. Toute offre doit:
- être signée par un ou plusieurs mandataire(s) dûment habilité(s) du soumissionnaire;
 - être parfaitement lisible afin d'éliminer le moindre doute sur les termes et les chiffres;
 - être établie suivant les formulaires-types de réponse figurant dans le cahier des charges.
5. La période de validité de l'offre, durant laquelle le soumissionnaire est tenu de maintenir toutes les conditions de son offre, est de six mois à compter de la date mentionnée au point 3.
6. La soumission d'une offre vaut acceptation des conditions contenues dans les documents de marché et, le cas échéant, renonciation du soumissionnaire à ses propres conditions générales ou particulières. L'offre présentée lie le soumissionnaire pendant l'exécution du contrat, s'il en devient l'attributaire.
7. Les frais occasionnés pour la préparation et la soumission des offres sont intégralement à la charge du soumissionnaire et ne seront pas remboursés.
8. Les modalités relatives à l'ouverture des offres sont précisées au point I.7 du cahier des clauses administratives.
9. Pendant toute la procédure, les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les candidats ou soumissionnaires ne sont autorisés qu'à titre exceptionnel. Ils ne peuvent intervenir que dans les conditions suivantes:

Avant la date de réception indiquée au point 3:

Sur demande, le pouvoir adjudicateur peut fournir des renseignements supplémentaires ayant strictement pour but de clarifier les documents de marché.

Toute demande de renseignements supplémentaires doit être adressée par écrit uniquement par l'intermédiaire du site web eTendering à l'adresse <https://etendering.ted.europa.eu/cft/cft-display.html?cftId=1913> dans l'onglet «Questions et réponses», en cliquant sur «Créer une question».

De sa propre initiative, le pouvoir adjudicateur peut informer les intéressés de toute erreur, imprécision, omission ou autre insuffisance matérielle dans la rédaction des documents de marché.

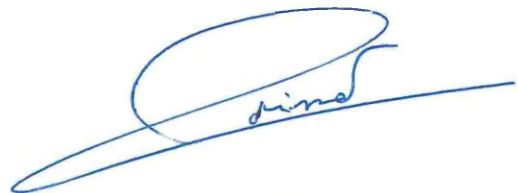
Tout renseignement supplémentaire, y compris les informations visées ci-dessus, sera publié sur le site web eTendering indiqué ci-dessus. Cette page web sera mise à jour régulièrement et les soumissionnaires ont la responsabilité de vérifier les mises à jour et modifications apportées pendant la période de soumission.

Après l'ouverture des offres:

S'il s'agit de corriger des erreurs matérielles manifestes dans la rédaction de l'offre ou de demander confirmation d'un élément spécifique ou technique, le pouvoir adjudicateur prendra contact avec le soumissionnaire, à condition que cela n'entraîne pas de modifications substantielles des conditions de l'offre soumise.

10. La présente invitation à soumissionner ne constitue aucun engagement de la part du pouvoir adjudicateur. Celui-ci ne prend naissance qu'à la signature du contrat avec l'attributaire.
11. Le pouvoir adjudicateur peut, jusqu'à la signature du contrat, annuler la procédure de passation du marché, sans que les candidats ou les soumissionnaires puissent prétendre à une quelconque indemnisation. Le cas échéant, cette décision serait motivée et portée à la connaissance des candidats ou soumissionnaires.
12. Dès le moment où le pouvoir adjudicateur a ouvert l'offre, le document devient la propriété de celui-ci et est traité de façon confidentielle.
13. Les soumissionnaires sont informés du résultat de cette procédure d'appel d'offres par courrier électronique uniquement. Ils sont tenus de fournir, dans les coordonnées mentionnées dans leur offre, une adresse de courrier électronique valide et de consulter régulièrement leur messagerie.
14. Si le suivi de votre réponse à l'invitation à soumissionner implique l'enregistrement et le traitement de données à caractère personnel (par exemple, nom, adresse et CV), ces données seront traitées conformément au règlement (CE) n° 45/2001 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données. Sauf indication contraire, les réponses aux questions et les données à caractère personnel demandées sont nécessaires pour l'évaluation de votre offre, conformément aux spécifications de l'invitation à soumissionner, et seront traitées uniquement à cette fin par L'Office «Infrastructures et logistique» – Luxembourg. Des renseignements détaillés concernant le traitement de vos données à caractère personnel figurent dans la déclaration de confidentialité consultable à l'adresse suivante:
http://ec.europa.eu/dataprotectionofficer/privacystatement_publicprocurement_en.pdf.

15. Vos données à caractère personnel peuvent être enregistrées dans le système de détection rapide et d'exclusion si vous vous trouvez dans l'une des situations visées à l'article 106 du règlement financier¹. Pour de plus amples informations, veuillez consulter la déclaration sur la politique en matière de respect de la vie privée à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/budget/explained/management/protecting/protect_fr.cfm).
16. Vous pouvez transmettre au pouvoir adjudicateur vos observations concernant la procédure de passation de marché selon les modalités indiquées au point 9. Si vous estimez qu'il y a eu mauvaise administration, vous pouvez introduire une plainte auprès du Médiateur européen dans les deux ans à compter de la date à laquelle vous avez eu connaissance des faits à l'origine de la plainte (voir <http://www.ombudsman.europa.eu>).
17. Vous pouvez former un recours en annulation contre la décision d'attribution dans un délai de deux mois à compter de la notification de ladite décision. Les éventuelles demandes de votre part et réponses à celles-ci ou les plaintes pour mauvaise administration n'auront ni pour objet ni pour effet de suspendre le délai d'introduction d'un recours en annulation ou d'ouvrir une nouvelle période pour l'introduction d'un recours en annulation. L'instance compétente pour les procédures d'annulation est indiquée au point VI.4.1 de l'avis de marché.



Benoît MORISSET

¹ Règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, tel que modifié.